(1)

(N° 187.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MAI 1899.

Budget de la Dette publique pour l'exercice 1899 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. LEFEBVRE.

MESSIEURS,

Le Budget de la dette publique pour l'exercice 1898 s'élève à fr. 125,615,649-98.

Le projet de Budget pour l'exercice 1899 s'élevait à fr. 126,667,536-24. L'augmentation proposée était de fr. 1,051,706-26.

Avant l'examen en sections, le Gouvernement avait amendé le projet primitif du Budget et l'avait réduit au chiffre de fr. 126,539,519-94, de telle sorte que le Budget amendé n'accusait plus, sur celui de 1898, qu'une augmentation de fr. 723,869-96.

Depuis l'examen en sections, un nouvel amendement a été présenté par M. le Ministre des Finances et soumis à l'examen de la section centrale, qui l'a adopté sans observation.

Cet amendement comporte une augmentation de fr. 58,442-56 et élève à fr. 126,577,962-54 les crédits demandés pour l'exercice 1899. (Voir lettre de M. le Ministre des Finances et note explicative aux annexes.)

Il en résulte que la différence entre le Budget de 1898 et le projet de Budget tel qu'il est actuellement amendé se chiffre par une augmentation de fr. 762,512-56.

Dans le chiffre de fr. 126,577,962-54 les dépenses ordinaires figurent pour un total de fr. 126,277,962-54 et les dépenses extraordinaires pour une somme de 100,000 francs.

(1) Budget, n° 85, II (session de 1897-1898).

Budget amendé, n° 5, II.

(2) La section centrale, présidée par M. BEERNAERT, était composée de MM. COREMANS, LEFEBVRE, GILLIAUX, MESENS, ROSSEUW et BERTRAND.

Les dépenses ordinaires pour 1898 étaient de fr. 123,463,649-98 et les dépenses extraordinaires de 150,000 francs.

Il y a donc pour 1899 une augmentation pour les dépenses ordinaires de fr. 812,312-56 et une diminution pour les dépenses extraordinaires de 50,000 francs.

Les augmentations ou les diminutions apportées aux différents articles du budget et qui, tout calcul fait, aboutissent à l'augmentation constatée de fr. 762,312-56, sont expliquées et justifiées dans les notes préliminaires qui accompagnent le projet de Budget primitif, le projet de Budget amendé et la note jointe à la lettre adressée à M. le Président de la Chambre par M. le Ministre des Finances à la date du 10 avril dernier. (*Voir annexes*).

Il semble donc inutile de reproduire ces justifications, qui ont été admises sans observation par les sections et par la section centrale.

Il suffit, du reste, de remarquer que la majeure partie des modifications apportées au Budget de 1899 provient des lois votées par la Législature dans ses dernières sessions, notamment pour la reprise de plusieurs grandes lignes de chemin de fer : Grand Central, Anvers-Gand, par Saint-Nicolas et Lokeren, etc.

Les dépenses occasionnées par le rachat de ces différentes]lignes sont certes très importantes, mais nul doute ne semble exister à cet égard : le produit de ces lignes viendra compenser dans une large mesure les nouvelles charges du Budget de la Dette publique.

EXAMEN DU BUDGET EN SECTIONS.

La 1^{re} section a adopté le projet de Budget sans discussion par 9 oui et 2 abstentions.

La 2^e section a adopté le projet de Budget sans discussion par 12 oui et 1 abstention.

La 4^e section a adopté le projet de Budget sans discussion, à l'unanimité moins 3 abstentions.

La 5^e section a adopté le projet de Budget sans discussion, à l'unanimité.

A la 5^e section, un membre a demandé que la rémunération des miliciens soit applicable en ville, du moment que le milicien ou ses parents ne paieraient pas 200 francs de contributions directes.

La 5^e section a adopté le Budget à l'unanimité.

A la 6^e section, un membre a demandé qu'il soit tenu compte, en ce qui concerne le taux maximum des contributions à acquitter pour bénéficier de la rémunération de milice, de l'importance relative des localités.

Un autre membre dit que lorsqu'on a réduit le taux de l'intérêt on a fait remarquer qu'il y avait des réserves à formuler sur la réduction du taux de l'intérêt effectuée au détriment des prêteurs dépourvus de leur liberté, créanciers forcés de l'État : telles les institutions publiques. Il ajoute que ces institutions devraient ne pas être contraintes de placer leurs capitaux uniquement en fonds de l'État ; qu'elles devraient garder tout au moins une

certaine liberté pour le placement d'une partie de leur avoir. Il estime que la même mesure devrait être permise à tous les créanciers forcés de l'État.

La 6^e section a adopté le projet de Budget par 8 voix et 2 abstentions.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

La section a pris connaissance de la lettre et de la note de M. le Ministre des Finances en date du 10 avril dernier, figurant ci-après aux annexes, et a adopté sans observation le nouvel amendement du Gouvernement majorant de fr. 38,442-80 l'article 8 du Budget amendé. (Chapitre I^{er}, 3^e section, § 1^{er}).

Elle a décidé ensuite de signaler à l'attention du Gouvernement les remarques faites par un membre de la 6^e section, en ce qui concerne l'obligation qui existe pour les créanciers forcés de l'État de placer leur avoir en fonds de l'État et en ce qui concerne la diminution du taux de l'intérêt qui leur est payé.

Les observations relatives à la rémunération de milice, formulées au sein de la 5^e et de la 6^e section, ont été accueillies favorablement par plusieurs membres de la section centrale, qui estiment que la loi sur la rémunération de milice doit être modifiée. Cette opinion a été émise du reste, dans les précédentes discussions du Budget de la Dette publique. En effet, lors de ces discussions, des membres ont relevé les critiques encore reproduites aujourd'hui concernant le taux de l'impôt à payer pour avoir droit à la rémunération ; d'autres ont demandé qu'elle soit accordée indistinctement à tous les miliciens ; d'autres, enfin, se sont plaint de ce que les miliciens orphelins ou délaissés par leurs parents ne touchent que 15 francs et ne se voient pas octroyer l'indemnité complète de 30 francs.

En présence de ces différentes observations, il a paru intéressant à la section centrale de connaître le nombre des miliciens qui ne touchent aucune indemnité et le nombre de ceux qui, étant orphelins, délaissés par leurs parents ou nés de parents inconnus, n'obtiennent qu'une rémunération de 15 francs.

En conséquence, les questions suivantes ont été posées à M. le Ministre des Finances.

1^{re} QUESTION. — « Quel est le nombre des miliciens, appartenant aux quatre dernières classes de milice, qui ne jouissent pas de la rémunération prévue par la loi du 30 juin 1896, par le motif que leurs parents ou eux-mêmes paient plus de 30 francs de contributions directes au profit de l'État ? »

RÉPONSE. — « Le Département des Finances ne possédant pas encore les éléments pour la classe de 1898, les renseignements ne peuvent être fournis que pour les quatre années antérieures :

» 1894	421	miliciens.
» 1895	419	—
» 1896	439	—
» 1897	409	—

2^e QUESTION. — « Quel est le nombre des miliciens de ces mêmes classes orphelins ou délaissés par leurs parents ? »

RÉPONSE. — « A l'époque de l'incorporation des classes de 1894-1895-1896-1897 il y avait respectivement 775, 762, 716 et 699 miliciens orphelins, abandonnés par leurs parents ou nés de parents inconnus, etc.

» Il est à remarquer, qu'après l'incorporation, le nombre des miliciens orphelins augmente progressivement, par suite de décès des parents ou des ascendants. C'est ainsi que pour la classe de 1894, au lieu de 775 orphelins ou abandonnés à l'époque de l'incorporation, il y en avait 1,008 au moment où les miliciens de cette classe ont achevé leur terme de service actif normal en 1898.

» Il ne nous est pas possible d'établir les chiffres pour les classes suivantes, attendu que leur terme de service n'est pas expiré. »

Les réponses faites à ces deux questions par M. le Ministre des Finances permettront d'apprécier approximativement quelles seraient les conséquences financières des modifications que certains membres désirent voir apporter à la loi sur la rémunération de milice et aussi de connaître le nombre approximatif des miliciens qui pourraient en bénéficier.

A ce titre elles méritent de fixer l'attention de la Chambre et spécialement des honorables membres qui ont signalé les observations reproduites ci-dessus.

Un membre de la section centrale a désiré connaître aussi l'avis du Gouvernement sur la question suivante, qui a été transmise à M. le Ministre des Finances :

3^e QUESTION. — « Quand un milicien se marie, la rémunération de milice, que touchaient ses parents, est-elle immédiatement attribuée à son épouse ? »

RÉPONSE. — « Oui. Cette rémunération est attribuée à la femme du milicien pour les services accomplis après le mariage.

» Les mandats de payement sont transmis trimestriellement aux autorités communales compétentes. »

La section centrale estime que cette réponse est absolument conforme au texte et à l'esprit de l'article 2 de la loi du 5 avril 1875 combiné avec les dispositions de la loi du 30 juin 1896.

L'examen du Budget de la Dette publique n'ayant donné lieu, en section centrale, à aucune autre observation, il a été procédé au vote sur l'ensemble du Budget, qui a été adopté par 5 voix et 1 abstention.

C'est dans ces conditions que nous avons l'honneur d'en proposer l'adoption par la Chambre des Représentants.

Le Rapporteur,

ALBERT LEFEBVRE.

Le Président,

A. BEERNAERT.

ANNEXES

Amendement au projet du Budget de la Dette publique pour l'exercice 1899.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles.

Bruxelles, le 10 avril 1899.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à un amendement à apporter au projet du Budget de la Dette publique pour l'exercice 1899.

En suite de cet amendement, le dit projet de Budget est fixé :

1° Pour les dépenses ordinaires à fr.	126,277,962 54
2° — exceptionnelles	100,000 »
Ensemble à fr.	<u>126,377,962 54</u>

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,

JUL. LIEBAERT,

NOTE

Première section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE PREMIER.

SERVICE DE LA DETTE PROPREMENT
DITE.3^e SECTION.§ 1^{er}. Intérêts et amortissements.

ART. 8. — *Intérêts et amortissement des titres émis du chef du rachat des concessions des chemins de fer formant les réseaux du Grand-Central belge et du Liégeois-Limbourgeois ; intérêts à 3 p. c. sur les sommes retenues provisoirement sur le prix de rachat des lignes d'Ecloo à Gand et de Liège à Maastricht,*
fr. 7,259,513 80

Eerste afdeeling. — Gewone uitgaven.

EERSTE HOOFDSTUK.

DIENST DER WERKELIJKE SCHULD.

3^e SECTIE.

§ 1. Interesten en aflossing.

ART. 8. — *Interesten en aflossing der titels uitgegeven wegens naasting van de concessiën der lijnen die de spoorwegnetten uitmaken van den « Grand-Central belge » en van den « Liégeois-Limbourgeois » ; interesten tegen 3 t. h. van de sommen voorloopig ingehouden op den inkoopsprijs der lijnen Ecloo - Gent en Luik-Maastricht.* fr. 7,259,513 80

Le crédit proposé présente une augmentation de fr. 38,442-60 par comparaison avec celui porté au projet de Budget amendé.

Les sommes restant dues à la Compagnie du chemin de fer de Liège à Maastricht sur le prix de rachat de sa concession, s'élevant ensemble à 1,922,150 francs, sont productives d'un intérêt à 3 p. c. l'an, depuis le 1^{er} janvier 1899 jusqu'au jour où elles seront mises à la disposition de l'ayant droit (article 8 de la convention du 19 décembre 1898). A supposer que le règlement du compte se fasse à la date extrême prévue par la dite convention, c'est-à-dire le 31 août prochain, le montant des intérêts à payer de ce chef s'élèverait à fr. 38,442-60. L'augmentation proposée, ainsi que les mots complémentaires « et de Liège à Maastricht » ajoutés au libellé de l'article 8, permettront l'imputation de cette dépense.